



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION INTÉrimAIRE DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Deuxième session

Rome, 4-8 octobre 1999

Priorités pour la fixation de normes

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

I. Priorités pour la fixation de normes

1. En 1997, la neuvième Consultation technique des organisations régionales de protection des végétaux (ORPV) a examiné le programme de travail concernant l'établissement de normes internationales en matière de mesures phytosanitaires et a formulé des recommandations à l'intention du Secrétariat concernant les futures priorités du programme de travail. Ces recommandations ont été prises en compte par le Secrétariat lorsqu'il a déterminé les activités de fixation de normes à court terme. Le programme de travail qui en est résulté et son état d'avancement ont fait l'objet d'un rapport à la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires à sa première session en 1998. La Commission a saisi cette occasion pour identifier des critères en matière d'établissement de normes et recommande des priorités pour l'année à venir. Elle a en outre recommandé que le Secrétariat mène une enquête pour identifier les priorités des membres et des ORPV, dont les résultats seraient examinés à la présente session.

2. A partir de mars 1999, le Secrétariat a donc mené une enquête auprès de tous les Etats Membres et des ORPV. Au 31 mai, il avait reçu 29 réponses de membres et une réponse d'une organisation régionale de protection des végétaux. Trois de ces réponses n'indiquaient pas de priorités, mais demandaient des copies de normes disponibles. Les autres réponses allaient d'une simple acceptation du programme actuel à des suggestions détaillées en ce qui concerne les thèmes à étudier et les priorités. Nombre d'enquêtes ont proposé de nouveaux sujets pouvant faire l'objet de normes ou de nouvelles notions à introduire dans les normes. Quelques-uns ont indiqué qu'il faudrait établir une distinction plus claire entre les normes théoriques et les normes opérationnelles.

3. Dans la catégorie des normes achevées, la révision des *Directives pour l'analyse du risque sanitaire* a été jugée hautement prioritaire par sept enquêtés. La révision du *Glossaire des termes phytosanitaires* a été identifiée dans six réponses comme méritant une priorité élevée. La révision

Par économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

des *Principes de quarantaine végétale liés au commerce international* a également été jugée importante à six reprises.

4. Dans la catégorie des projets de normes en cours d'élaboration, 11 enquêtés ont jugé prioritaires les *Directives concernant les certificats phytosanitaires*, suivies de près par l'*Analyse des risques phytosanitaires pour les organismes nuisibles soumis à quarantaine* (par huit réponses) et les *Considérations d'ordre général et les exigences spécifiques concernant les organismes nuisibles réglementés non soumis à quarantaine* (sept réponses). Les *Conditions pour l'établissement de lieux de production exempts d'organismes nuisibles* et les *Méthodes d'inspection* ont été jugées hautement prioritaires par six et cinq enquêtés, respectivement. Quelques déclarants ont estimé que les *Directives concernant la surveillance d'organismes spécifiques: chancre citrique* et les *Directives concernant un système de réglementation des importations* étaient modérément importantes par rapport à d'autres normes. Certains ont estimé que ces deux normes n'étaient que faiblement prioritaires.

5. En ce qui concerne les normes dont l'élaboration est prévue pour 1999, tant les *Directives concernant l'établissement de listes d'organismes nuisibles réglementés* que les *Directives concernant la notification d'interceptions et de non-conformité* ont été classées comme moyennement à très prioritaires par six déclarants. Dans la catégorie des thèmes et priorités pour de futures normes, on a constaté d'importants écarts, les normes étant considérées comme hautement, moyennement ou faiblement importantes. Sept déclarants ont considéré comme moyennement à hautement prioritaires la *Justification technique de la réglementation des organismes non soumis à quarantaine* et la *Formation et l'accréditation des inspecteurs*. Toutefois, quelques autres correspondants ont estimé que ces deux normes étaient faiblement prioritaires.

6. Les *Procédures de lutte contre les organismes nuisibles*, les *Directives en matière de recherche sur l'efficacité des traitements* et les *Approches systémiques de la gestion du risque phytosanitaire* se situent à un niveau intermédiaire pour ce qui est du nombre de déclarants jugeant ces questions hautement prioritaires, bien que quelques-uns les aient considérées comme faiblement prioritaires. La question de la *Faible prévalence d'organismes nuisibles* a été jugée d'importance moyenne à élevée par quatre déclarants, tandis que quatre autres lui ont expressément attribué une faible priorité.

7. Tant les normes relatives à des produits que celles relatives à des organismes nuisibles ont fait l'objet d'observations abondantes de la part de nombreux enquêtés. Dans un petit nombre de cas, ceux-ci ont exprimé l'opinion que des normes spécifiques (pour des organismes nuisibles ou pour des produits) n'étaient pas aussi importantes que d'autres normes. Toutefois, de nombreux enquêtés ont nommé des organismes nuisibles ou des produits spécifiques pour lesquels ils souhaiteraient que des normes soient établies. En particulier, quatre enquêtés ont souligné qu'il importait de mettre au point une norme sur le bois de calage et d'autres matériaux d'emballage à base de bois. Les organismes nuisibles expressément mentionnés sont les suivants: mouche des fruits (*Bactrocera*, *Ceratitis capitata* spp.), chancre citrique, maladies bactériennes des pommes de terre, espèce adventice *Chromoleana odorata*, auxquels s'ajoute l'analyse du risque phytosanitaire lié aux organismes génétiquement modifiés ou aux espèces adventices. L'Organisation européenne et méditerranéenne de protection des plantes a proposé l'élaboration de plusieurs normes relatives à certains produits ou organismes nuisibles.

8. Enfin, de nombreux déclarants ont formulé d'autres suggestions concernant l'élaboration de normes ne figurant pas sur la liste du Secrétariat. D'autres déclarants ont formulé des suggestions concernant des directives ou des normes sur les sujets suivants:

- évaluation de l'incidence et de la gravité des infestations d'organismes nuisibles;
- évaluation des pertes de récoltes dues à des organismes nuisibles soumis à quarantaine;
- homologation de laboratoires pratiquant des essais phytosanitaires;
- code de conduite pour une manipulation prudente des organismes nuisibles soumis à quarantaine et/ou du matériel infecté par des organismes nuisibles soumis à quarantaine;

- qualification quantitative de la résistance des végétaux aux organismes nuisibles;
- méthodes de gestion des pesticides obsolètes;
- moyens de récupérer et de détruire les matériaux d'emballage des pesticides;
- rapport sur la présence, les infestations et la propagation des organismes nuisibles;
- procédures homologues de l'utilisation du bromure de méthyle à l'état gazeux pour les traitements phytosanitaires;
- normes propres à un pays:
- équivalents de l'inspection /traitement;
- traitements phytosanitaires (en général, normes nécessaires à cet effet);
- systèmes d'application.

9. La Commission intérimaire pourra identifier d'autres priorités comme elle l'a fait à sa session précédente. Elle pourra aussi créer un groupe de travail informel chargé d'examiner l'état d'avancement du programme de travail, les priorités identifiées par les membres et les organisations régionales de protection des végétaux à l'occasion de l'enquête et les critères de classement par ordre de priorité et de proposer un programme de travail pour examen et approbation par la Commission. En outre, le Secrétariat suggère que la Commission intérimaire examine des informations supplémentaires fournies ci-après concernant la prévention des risques biologiques et les matériaux d'emballage à base de bois.

II. Prévention des risques biologiques

10. L'attention de la Commission intérimaire est appelée sur les négociations internationales relatives à un protocole sur la prévention des risques biologiques (appelé désormais le Protocole de Carthagène) joint à la Convention sur la diversité biologique (CDB). Ces négociations, que le Secrétariat de la CDB avait prévu de conclure cette année, se sont révélées extrêmement difficiles et sont actuellement dans une impasse. On a noté que certains aspects du protocole en cours de négociation relevaient de la CIPV. Il s'agissait notamment des aspects ci-après:

- a) les organismes génétiquement modifiés (OGM) considérés comme présentant un risque phytosanitaire (autrement dit, qui pourrait avoir les caractéristiques d'organismes nuisibles aux végétaux);
- b) les principes et processus associés à l'analyse du risque et les fondements phytosanitaires de la réglementation des OGM; et
- c) les procédures d'essai et d'homologation d'organismes génétiquement modifiés réglementés pour des raisons phytosanitaires.

11. En outre, la Commission intérimaire pourra souhaiter tenir compte du fait qu'à sa quinzième session, en janvier 1999, le Comité de l'agriculture de la FAO a examiné la question des biotechnologies en vue de formuler des recommandations à l'intention du Conseil de la FAO concernant l'approche stratégique à adopter par l'Organisation. Les paragraphes 49 et 50 du rapport du Comité de l'agriculture au Conseil (CL 116/9) sont particulièrement pertinents du point de vue de la CIPV:

"49. Le Comité a recommandé à la FAO de suivre l'évolution des négociations relatives à la CDB afin de s'assurer qu'une expertise agricole serait disponible pour appliquer le protocole relatif à la prévention des risques biologiques, une fois celui-ci mis au point. Dans ce contexte, plusieurs pays ont demandé à la FAO de les aider à réviser leur législation nationale en matière de prévention des risques biologiques et à mettre en place des organes réglementaires. Le Comité a recommandé à la FAO de contribuer à l'harmonisation des réglementations aux niveaux régional et sous-régional. La FAO devrait donc poursuivre et renforcer ses activités normatives te consultatives en coordination avec d'autres institutions.

50. Le Comité a noté les difficultés auxquelles se heurtaient les pays en développement et les pays en transition pour analyser les risques liés aux organismes génétiquement modifiés. Il faudrait sans doute, pour faciliter cette analyse, fixer des normes internationales et harmoniser les normes existantes: cette harmonisation faisait partie intégrante des programmes actuels

d'analyse des risques liés aux organismes nuisibles et phytosanitaires et de l'analyse des risques aux fins de l'adoption de mesures de protection de la santé humaine, comme le préconisait l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce. L'harmonisation généralisée de l'analyse des risques pouvait s'appuyer sur les programmes actuels du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux et s'inscrire ainsi dans des cadres reconnus. Le Comité a fait observer que l'effort d'harmonisation ne devait pas faire double emploi avec le Protocole sur la prévention des risques biologiques."

12. La Commission intérimaire pourra souhaiter examiner le rôle de la CIPV en matière de prévention des risques biologiques et tenir compte des recommandations du Comité de l'agriculture, notamment en ce qui concerne l'effort d'harmonisation et d'analyse des risques. A cette fin, la Commission intérimaire pourra souhaiter identifier les thèmes spécifiques pouvant faire l'objet de normes et le rang de priorité à accorder à ces questions dans le programme de fixation de normes.

III. Matériaux d'emballage à base de bois

13. De nombreux membres ont relevé la nécessité d'établir une norme pour les matériaux d'emballage à base de bois et ont suggéré d'accorder un rang de priorité élevé à cette activité. L'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes a mis au point un projet de norme et l'a soumis au Secrétariat, en demandant qu'il soit examiné dans le cadre du programme de travail de la CIPV. La Commission intérimaire pourra souhaiter d'examiner l'objet et le rang de priorité d'une telle norme et indiquer au Secrétariat les éventuelles mesures à prendre en ce qui concerne ce projet de norme de l'Organisation nord-américaine pour la protection des plantes.